ÉTUDE COLLECTIVE · VISIO 2

Le statut du modèle vivant

Mise à jour des sondages et lancement des groupes de travail

Corps & Arts · 25 novembre 2026

SONDAGE MODÈLES · 40 RÉPONSES

Chiffres clés côté modèles

29

sur 40 : frais de déplacement non remboursés, souvent ou régulièrement

37

sur 40 : connaissent mal ou pas la législation (chômage, retraite, congés)

24

sur 40 : payé·es en espèces, de la main à la main

23

sur 40 : placent un meilleur salaire immédiat parmi leurs priorités

27

sur 40 : très intéressé·es par un label modèle professionnel·le

19

sur 40 : refusent l'idée d'une agence qui gère les plannings

SONDAGE STRUCTURES · 55 RÉPONSES

Chiffres clés côté structures

26

sur 55 : n’utilisent jamais de contrat écrit (47 %)

30

sur 55 : paient en espèces, de la main à la main (55 %)

19

sur 55 : citent la complexité administrative comme premier frein

≈ 22

sur 55 : ne délégueraient rien, « je m’occupe de tout »

24

sur 55 : peinent à trouver des morphologies diverses (seniors : 21)

14

sur 55 : jugent raisonnable moins de 10 € par bulletin de paie

LECTURE CROISÉE

Ce que disent les deux sondages

Convergences

- Espèces et absence de contrat : un constat partagé
- Administratif jugé trop lourd des deux côtés
- Législation mal connue des modèles comme des structures
- Annuaire et label modèle pro attendus

Tensions

- Agence : refusée par 19 modèles sur 40
- Petites structures sans marge budgétaire
- Statut « à la carte » ou procédure simple de type CESU ?

Point d'attention

- 25 modèles sur 40 posent à titre occasionnel
- Celles et ceux qui en vivent demandent plus de salariat et d'intermittence
- Les groupes doivent croiser les deux profils

GROUPE 1

Statut et ressources humaines

Livrable envisagé

Une note de 2 pages sur un « GUSO spécial modèle vivant », et un mail de prise de contact via la CGT.

> 26 structures sur 55 n'utilisent jamais de contrat écrit ; 19 citent la complexité administrative comme premier frein.

Questions à poser

1. Quel dispositif simple permettrait d'employer un·e modèle en règle pour une séance ponctuelle ?
2. GUSO adapté, CDDU ou autre : qu'est-ce qui est réaliste juridiquement ?
3. Qui serait l'employeur de référence : la structure, une entité commune, une agence ? Attention aux commisions/marges agence !
4. Quelles garanties minimales inscrire : tarif, choix des séances, délai de paiement ?

GROUPE 2

Reconnaissance et pénibilité

Livrable envisagé

Des critères à proposer pour une convention collective, et une piste de repérage des modèles professionnel·les.

> 27 modèles sur 40 sont très intéressé·es par un label modèle pro ; 16 placent la reconnaissance de la pénibilité et de l'artistique parmi leurs priorités.

Questions à poser

1. Qu'est-ce qui distingue le modèle vivant du mannequinat : pose longue, nu artistique, cadre pédagogique ?
2. Quels critères définissent un·e modèle professionnel·le sans exclure les modèles occasionnel·les ?
3. Quelle grille de pénibilité retenir : durée de pose, échauffement, déplacement ?
4. Un label déclaratif (charte et badge), sans formation obligatoire, est-il la bonne forme ?

GROUPE 3

Structures et territoire

Livrable envisagé

Une première version de la Charte nationale et les critères d'un Label Atelier.

> 22 modèles sur 40 sont très intéressé·es par un label atelier ; 29 sur 40 subissent des frais de déplacement non remboursés.

Questions à poser

1. Quels engagements minimaux demander à un atelier : tarif plancher, contrat, conditions de pose, droit à l'image ?
2. Comment ne pas écarter les petites associations et les artistes indépendant·es ?
3. Comment tenir compte des zones rurales : déplacements, rareté des modèles ?
4. Annuaire national : s'articuler avec modelevivant.art ou un outil régional, application spécifique ?
5.
6. Kit pour les ateliers (mise en place salle, bonne conduite, matériel etc....)
7. Qui valide/juge/suit/controle le label ?

GROUPE 1

Protection sociale

Livrable envisagé

Une cartographie des droits selon le type de contrat, et la liste des manques identifiés.

> 37 modèles sur 40 connaissent mal ou pas leurs droits ; 14 placent la sécurité et les droits sociaux parmi leurs priorités.

Questions à poser

1. Quels droits ouvre chaque situation : CDDU, vacation, GUSO, paiement en espèces ?
2. Medecine du travail / Mutuelle ?
3. Quel effet du cumul avec d'autres statuts ou prestations ?
4. Quelle information simple diffuser aux modèles sur leurs droits et comment ?